

CENTRALE THERMIQUE DE SKIKDA

Un taux de participation de 83%

Les travailleurs de la centrale thermique de Skikda, filiale de la société algérienne de production de l'électricité, ont observé, hier, un sit-in au sein de la zone industrielle. A 11h, le taux de participation était de 83,62%.

Choisissant le poste de garde de la société pour se rassembler, les contestataires proclamaient à travers des banderoles : «la dignité des travailleurs, non à la marginalisation, SPE/SK», «unité de production d'électricité de Skikda, une journée de protestation pour le changement, le 4 avril 2011».

Les travailleurs de l'unité production n'y ont pas pris part pour ne pas perturber le déroulement du métier de base de l'unité. Les protestataires, dont 11 femmes, généralement du domaine technique, ont regagné leurs postes de travail dans l'après-midi. Ils menacent, si jamais leurs doléances ne sont pas prises en considération, de recourir, conformément au mot d'ordre général, d'une grève illimitée à partir du 14 avril. En termes de



Photo : DR

revendications, ils ont élaboré une plateforme riche de 38 points, qu'ils ont adressée au syndicat, au comité de participation, au directeur et au président-directeur général de la société-mère, à l'Inspection du

travail de la wilaya et à l'UGTA. Les revendications consistent en l'augmentation du salaire de base d'au moins 70%, la dissolution du syndicat actuel et du comité de participation, la décentralisation des œuvres

sociales, le traitement de l'indemnité du panier du mois de Ramadan, la création d'une caisse spéciale pour la construction des logements au profit des travailleurs et travailleuses dans chaque unité, la participation

auprès des organismes du foncier et d'urbanisme des agents de Sonelgaz dans les programmes de logements participatifs et autres, la revalorisation de la prime de zone, l'amélioration des moyens de travail (véhicules, dotations, matériel, équipement de sécurité...), la déclaration des revenus de la Muteq et le Fosc et la présentation de tableaux de bord et bilan trimestriels et annuels, la création d'une aide sociale pour logements à hauteur de 400 000 00 DA, la prime de femme au foyer de 2000 DA (comme tous les organismes et entreprises), la prise en charge de la restauration des travailleurs du fait de l'éloignement du site (se trouvant à l'intérieur de la zone industrielle), ou la mise à disposition d'un transport à midi et enfin la prime de nourriture comme c'est le cas dans la plupart des sociétés de la plateforme pétrochimique de Skikda.

Hormis l'Inspection du travail de la wilaya, aucun organisme ne s'est déplacé sur les lieux du sit-in.

Zaïd Zoheir

BOUIRA

Colère des gaziers et des électriciens

Quelque 326 travailleuses et travailleurs de la Direction de distribution de Bouira et ses six agences commerciales réparties à travers les différentes daïras de la wilaya ont organisé hier une journée de protestation pour réclamer l'ouverture de négociations autour de 16 points revendicatifs.

Selon Abdelaziz Djeflal, secrétaire général de wilaya de la Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et gazières, affiliée à l'UGTA, cette action, suivie à 100% à Bouira et au niveau des autres wilayas du pays, vise à attirer l'attention des responsables de la direction générale pour ouvrir des négociations franches autour de cette nouvelle plate-forme de revendications.

Abdelaziz Djeflal, qui dénonce les agissements de l'actuelle direction de la fédération nationale, dont le mandat a expiré en juillet 2009 et dont un fédéral a été condamné à un an de prison avec sursis, appelle la Centrale syndicale à convoquer en urgence une assemblée générale pour le renouvellement du bureau national de la fédération mais aussi à encourager le lancement des négociations autour de la nouvelle plate-forme de revendications adoptée par la base le 28 mars dernier.

Les revendications socio-professionnelles des travailleuses et travailleurs des Directions de distribution du Centre, de l'Est, de l'Ouest

et du Sud portent, entre autres, sur l'augmentation des salaires à hauteur de 70% et de la prime de départ à la retraite, la revalorisation du régime indemnitaire, des primes de risque et de nuisance, le salaire unique pour la femme au foyer supérieur ou égal à 30% du SNMG, les allocations familiales à hauteur de 1 200 DA

par enfant, la décentralisation de la gestion des œuvres sociales et culturelles, la suppression du cloisonnement catégoriel, la validation de tous les diplômes obtenus dans les écoles de Sonelgaz et l'affectation par les APC d'un quota de logements sociaux.

Par ailleurs, le représentant syndical de la DD de Bouira dénonce le pseudo-dialogue ouvert le 21 mars dernier par la direction générale avec la fédération dont le mandat du bureau national a expiré, portant sur deux points : l'augmentation

de la prime du départ à la retraite et... le démantèlement du programme nucléaire.

Selon notre interlocuteur, la réussite de l'action d'hier est un prélude à un autre mouvement autrement plus musclée ponctué par une grève de trois jours les 12, 13 et 14 avril prochains si d'ici là, les négociations avec les représentants des conseils syndicaux des wilayas autour de la nouvelle plate-forme de revendications ne sont pas enclenchées.

Y. Y.

MOSTAGANEM

Les travailleurs se joignent au mouvement de protestation

Les travailleurs du groupe Sonelgaz, toutes filiales confondues, se sont rassemblés devant l'entrée de la direction de la SDO, hier pour faire valoir leurs revendications. La plupart des travailleurs, au nombre de 365, ont adhéré à ce mouvement de protestation.

Dans un document adressé au P-dg, dont des copies ont été adressées à la direction de l'Inspection du travail et à l'UGTA (union locale), les contestataires énumèrent quelque 32 revendications socio-professionnelles.

A leur tête, le retrait de confiance à l'actuelle fédération (FNTIEG) dont le mandat

syndical a expiré en juillet 2009, et qui, selon les contestataires, a contribué à la détérioration de leurs conditions socio-professionnelles.

Parmi les nombreuses revendications des travailleurs du groupe Sonelgaz, l'augmentation des salaires d'au moins 70% avec effet rétroactif à partir de 2008, le traitement,

la révision et l'introduction des primes et des indemnités, la révision du calcul de l'IEP, la revalorisation des allocations familiales, l'amélioration des conditions de travail par la réorganisation des heures de travail pour l'astreinte et le renforcement des équipes techniques pour réduire surtout les accidents de travail, la répartition légale des fonds des œuvres sociales et le départ à la retraite à partir de 55 ans pour les techniciens.

En outre, les protestataires font part du départ d'un

nombre important de cadres et agents de la société formés par la Sonelgaz vers des horizons meilleurs.

Ils ont adopté aussi lors de cette journée, une déclaration de retrait de confiance au syndicat local et demandé à l'union locale de l'UGTA d'organiser une assemblée générale à l'effet d'élire le nouveau bureau.

Le service minimum a été assuré dans toutes les agences et les centres touchés par ce débrayage.

A. B.

GUELMA

Rassemblement des travailleurs de Sonelgaz

Les travailleurs de Sonelgaz de Guelma se sont regroupés hier devant le siège de la direction, répondant à l'appel national lancé par des groupes de salariés de l'entreprise. Plusieurs personnes ont participé à ce rassemblement qui a duré environ deux heures hier matin.

Les protestataires dénoncent leur situation socioprofessionnelle qu'ils qualifient de «déplorable». Il s'agit, disent-ils, d'un mouvement national de contestation, spontané et totalement indépendant de toute organisation syndicale, initié par des salariés soucieux de leur avenir.

N. Guergour